

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 07/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE**

3 rue du Torpilleur Sirocco  
63300 Thiers

Références : 20251006-RAP-63-0900-Rapport inspection Hirsch Thiers

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE implanté 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE
- 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers
- Code AIOT : 0005600398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société HIRSCH est autorisée à exploiter un site de stockage et de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux provenant des entreprises locales, artisans et particuliers du secteur.

**Thèmes de l'inspection :** Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le bardage extérieur a été refait en 2022. Des caméras thermiques ont été mises en place aux endroits stratégiques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2	Mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Suivi des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 4.3.8	Demande d'action corrective	1 mois
7	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
9	Bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Suivi des déchets	Arrêté Ministériel du 26/07/2022, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6	Sans objet
4	bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.6.2	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16	Sans objet
8	Dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 et 20	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a installé une presse cisaille de grande capacité sans l'autorisation requise. Une régularisation est attendue.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement des installations

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 est remplacé par le suivant :

<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>	<i>Activité</i>	<i>Activité et volume autorisé</i>
2718	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne	25 tonnes maximum
2713	E	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux la surface étant supérieure à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface : 10 080 m <sup>2</sup>
2711	D	le volume susceptible d'être entreposé dans l'installation étant compris entre 100 et 1 000 m <sup>3</sup>	Volume 150 m <sup>3</sup>
2714	D	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non-dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant compris entre 100 et 1 000 m <sup>3</sup>	Cartons : 150 m <sup>3</sup> Bois : 100 m <sup>3</sup>
2716	DC	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant compris entre 100 et 1 000 m <sup>3</sup>	DIB : 200 m <sup>3</sup>
2791	DC	Installation de traitement de déchets non-dangereux quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j	Quantité : 7 t/j

(Autorisation) E (Enregistrement) DC (Déclaration Contrôlée)

<p><b>Constats :</b></p> <p>Une nouvelle presse cisaille électrique a été installée. Contrairement à son dossier de porter à connaissance du 10 février 2020, la presse cisaille a une capacité de 20 t/h pour une quantité moyenne quotidienne traitée de plus de 50 t/j avec des pointes pouvant aller jusqu'à environ 100 t/j (volume d'activité à confirmer par l'exploitant). Cela est bien supérieur à la quantité déclarée de 7t/j. Le site se trouve en défaut d'autorisation pour la rubrique 2791-1 puisque le seuil d'autorisation est de 10 t/j.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le site est déjà autorisé par ailleurs pour la rubrique 2718. L'exploitant devra a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réaliser un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation pour son activité de traitement des déchets,</li> <li>• réaliser une demande de cas par cas en ligne pour déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 2 : stockage des batteries

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockage des batteries</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Opérations de tri et conditionnement des déchets  Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire.  Les piles ou batteries usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'aire de regroupement des batteries est distincte de celle des autres déchets, et respecte une distance d'éloignement d'au moins 2 mètres par rapport aux autres aires de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Ressources en eau et mousse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>• des robinets d'incendie armés en nombre suffisant et judicieusement localisés de manière à ce que chaque point du dépôt puisse être couvert par au moins 2 jets. Ils sont utilisables en période de gel ;</li> <li>• un système de détection automatique d'incendie installé dans les locaux de l'établissement ;</li> <li>• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;</li> <li>• une cuve de 30 m<sup>3</sup> d'eau à proximité de la presse-cisaille.</li> </ul> <p>2 poteaux d'incendie constituant la ressource en eau incendie extérieure à l'établissement adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant s'assure de leur disponibilité opérationnelle permanente.</p>
--

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de trois poteaux incendie à proximité. Ils sont régulièrement suivis et sont conformes :</p> <p>Poteau N° 109 (en face de Securitest) Rue du Torpilleur Sirocco 63300 THIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Pression statique : 9.0 bar</li> <li>◦ Pression résiduelle à 60m3 / h : 16.80 bar</li> </ul> <p>Poteau N° 108 (en face de Pom Banana) Rue du Torpilleur Sirocco 63300 THIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Pression statique : 8.10 bar</li> <li>◦ Pression résiduelle à 60m3 / h : 16.10 bar</li> </ul> <p>Poteau N° 107 (en face de CAT Guy Chalard) Rue du Torpilleur Sirocco 63300 THIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Pression statique : 8.0 bar</li> <li>◦ Pression résiduelle à 60m3 / h : 6.2 bar</li> </ul> <p>L'exploitant a mis en place deux unités mobiles de Première intervention (ayant fonction de RIA) avec réserve attenante.</p> <p>Les extincteurs sont régulièrement contrôlés.</p> <p>Un système d'extinction automatique pour le local de commande de la presse cisaille est en cours d'étude afin de protéger les armoires électriques et le groupe hydraulique.</p> <p>Par contre, la cuve de 30 m<sup>3</sup> d'eau qui doit se trouver à proximité de la presse-cisaille n'est pas présente.</p>
--

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre en place la cuve de 30 m<sup>3</sup> d'eau et finaliser la protection du local commande.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 4 : bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des sols et des aires de stockage et l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont collectés dans un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 700 m <sup>3</sup> . Ces eaux transitent par une unité de traitement avant rejet vers le milieu naturel. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. En outre, ils doivent être périodiquement testés.
<b>Constats :</b>  Le bassin est présent. Il assure la double fonction d'écrêtement des crues et de stockage des eaux d'extinction en cas d'incendie. Un prétraitement est en place (débourbeur avec séparateur à hydrocarbures) et une vanne permet de fermer l'accès au réseau communal en cas de pollution. La société Vortex assure l'entretien régulier du dispositif de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suivi des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure des concentrations des différents polluants, dont les frais sont à la charge de l'exploitant, sera effectuée tous les 3 mois la première année puis annuellement. Ce contrôle sera réalisé par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement et communiqué à l'inspection des installations classées.  Les paramètres à analyser sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• pH (NFT 90-008) compris entre 5,5 et 8,5</li><li>• température (NFT 90-100) &lt; 30 °C</li><li>• Hydrocarbures totaux (NFT 90-114) &lt; 10 mg/l</li><li>• Plomb &lt; 0,5 mg/l</li><li>• Matières en Suspension : 100 mg/l</li><li>• DBO5 (sur effluent non décanté) : 100 mg/l</li><li>• DCO (sur effluent non décanté) : 300 mg/l</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les dernières analyses réalisées le 9 avril 2025 par Terana Drôme ont été transmises aux services de l'inspection. Les résultats ne montrent pas de dépassement des VLE. MES : 3.7 mg/l DBO5 : 7 mg/l DCO : 94,1 mg/l

hydrocarbures totaux : 0,197 mg/l plomb : 0,0109 mg/l
Par contre, le pH n'a pas été analysé et la température n'a pas été relevée in situ.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Pour les prochaines analyses, relever la température in situ et mesurer le pH.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les rubriques 4770 ;</li> <li>• toutes les rubriques de la série des 1000 et des 4000 ;</li> <li>• les rubriques 2160, 2180, 2225, 2226, 2250, 2260, 2345, 2410, 2420 à 2450, 2531, 2541 à 2552, 2562 à 2670, 2680, 2681 et 2750 ;</li> <li>• les rubriques 2714, 2717, 2718, 2770, 2771, 2782, 2790, 2791, 2795 et 2797 ;</li> <li>• les rubriques 2910 à 2920, 2940 et 2950.</li> </ul> <p>Pour les installations autorisées avant le 24 août 2008, les dispositions des articles 19 à 22 du présent arrêté ne sont applicables qu'à partir du 1er janvier 2012.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté peuvent être rendues applicables par le préfet aux installations classées soumises à autorisation non visées par les quatre premiers alinéas de cet article dès lors qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est autorisé pour la rubrique 2718-1. Il est donc soumis aux prescriptions de protection contre la foudre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 7 : Analyse du risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse du risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas réalisé cette analyse.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Réaliser l'analyse du risque foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Dispositifs de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 et 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.  L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

<b>Constats :</b> Rappel de la réglementation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le cas échéant réaliser l'étude et mettre en place les dispositifs de protection dans les délais impartis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB (A)	dB(A)	3 dB(A)
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.		
<b>Constats :</b>  Dekra a réalisé une mesure de bruit du 23 au 29 août 2022 sur le site. Elle conclut au respect des émergences dans les ZER proches et le respect du bruit en limite de propriété. Toutefois la mesure doit être réalisée tous les deux ans. Le délai est dépassé.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Réaliser une nouvelle étude sonore et respecter la périodicité de deux ans. La nouvelle étude devra être réalisée en période d'activité représentative.		

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Suivi des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/07/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>...</p> <p>ii) Concernant l'installation de destination prévue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• code de l'opération d'élimination ou valorisation prévue selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets susvisée ;</li> <li>• en cas d'expédition hors de France : numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n° 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe 1-B du règlement n° 1013/2006 ;</li> <li>• le cas échéant, numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets ;</li> <li>• numéro SIRET ;</li> <li>• raison sociale ;</li> <li>• adresse ;</li> <li>• nom de la personne à contacter...</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen par sondage du bordereau de suivi des déchets BSD-20241001-6NB9P9RYK sur Trackdéchets a fait apparaître que la traçabilité des déchets s'arrêtait au centre de regroupement pour un traitement R12 (regroupement de déchets), le type de traitement final et la société en charge de celui-ci ne figurait pas sur le bordereau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Définir en amont avec le prestataire d'élimination des déchets le centre d'élimination et le type de traitement pour tout type de déchet dangereux et l'indiquer dans le bordereau sous trackdéchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois